Le 9 novembre 1989, la République démocratique allemande (RDA) confrontée à la fuite massive de ses citoyens depuis l'été et à des manifestations continuelles pendant cinq semaines aux cris de "Nous sommes le peuple", s'est décidée à ouvrir ses frontières et à établir des brèches dans le mur de Berlin. La bureaucratie est-allemande, après avoir sacrifié l'inamovible secrétaire général du parti Honecker sans que cela rétablisse l'ordre, est aux abois. Deux millions d'Allemands de l'Est en profitèrent dès le premier week-end pour se rendre à l'Ouest. Quarante ans après sa fondation la RDA vivait son agonie.

"Nous sommes un peuple" entendra-t-on désormais dans les manifestations. L'unification de l'Allemagne sous le signe de la négation de tout ce qui pourrait rappeler l'éphémère Etat de l'Est se fera en quelques mois.

Alors que la chute du Mur n'était en rien la première brèche dans la domination bureaucratique à l'Est - un gouvernement d'orientation néolibérale dirigeait la Pologne depuis septembre, la Hongrie disposait d'une nouvelle constitution pluraliste et Gorbatchev, avait engagé le démontage du "glacis" - c'est elle qui symbolise dix ans plus tard l'effondrement de ces sociétés dites "communistes".

Le rapport de force militaire en Europe, issu de la fin de la seconde guerre mondiale et des débuts de la guerre froide, débouche sur le partage de l'Allemagne en deux Etats. En 1961, la RDA, devant l'exode massif de sa population vers l'Ouest, via Berlin, décide l'édification du mur. Il s'agit, en raison du retard économique accumulé par le "socialisme réel", d'empêcher toute fuite de main-d'uvre attirée par le niveau de vie ouest-allemand. La caricature bureaucratique du socialisme fait la démonstration de son échec.

Près de 30 ans plus tard, la RDA avait définitivement loupé la révolution informatique et son industrie avait perdu la bataille de la productivité, c'est-à-dire la bataille de l'économie du temps de travail. Dès lors ce que les progressistes allemands en 1949 nommaient "la meilleure partie de l'Allemagne" s'identifiait à une dictature archaïque.

En 1936 Trotsky écrivait dans la Révolution trahie: "Réduite à sa base primordiale, l'histoire n'est que la poursuite de l'économie du temps de travail. Le socialisme ne pourrait se justifier par la seule suppression de l'exploitation; il faut qu'il assure à la société une plus grande économie de temps que le capitalisme. Si cette condition n'était pas remplie, l'abolition de l'exploitation ne serait qu'un épisode dramatique dépourvu d'avenir. [...] L'importation de la technique, principal moyen de l'économie de temps, ne donne pas encore sur le terrain soviétique les résultats qui sont normalement les siens dans sa patrie capitaliste."

Les équipes au pouvoir à l'Est à l'époque Gorbatchev prennent conscience du retard historique accumulé face au capitalisme, pourtant en crise. L'aspiration croissante ne fut alors pas seulement celle de la société de consommation, mais, plus profondément, celle d'éviter le sous-développement qui pointait. Alexandre Yakovlev, membre du BP du PCUS et un des principaux artisans des réformes en URSS, prévoit ce danger porteur de mobilisations de masses, à l'image de celle de 1980 en Pologne: "sans la perestroïka - expliquait-il à Honecker - nous aurons ultimement à faire face à une révolution qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre" (cité par J.Levesque, 1989, la Fin d'un empire, p.110). Pour prévenir cela et stabiliser son avenir la bureaucratie à l'Est a tenté de chercher "appui [...] dans des rapports de propriété" (Trotsky, ibid. p.169) et pour légitimer cette conversion, à s'ouvrir à la démocratie formelle.

L'effondrement des régimes bureaucratiques à l'Est et leur remplacement par des pouvoirs attachés à la restauration de la propriété privée ne fut pourtant pas paradoxalement une victoire de la démocratie. Les manifestants est-allemands qui criaient à la face des bureaucrates "nous sommes le peuple" comme les travailleurs polonais qui tentaient de prendre en main leurs usines ont déchanté, confrontés au chômage, aux privatisations et à une société où tout se paye et tout coûte, où des millions investis dans les campagnes électorales valent plus que les arguments.

Les bureaucrates pour leur part s'en sortent mieux. La nouvelle bourgeoisie et les nouvelles classes moyennes se recrutent essentiellement dans leurs rangs (sauf à l'Est de l'Allemagne, où la concurrence de la bourgeoisie occidentale et la mainmise de l'Etat occidentale n'ont laissé que peu d'espace aux élites issues de l'ancien régime). Autre paradoxe: ce ne sont pas les partis officiels qui avaient été les plus réformateurs qui aujourd'hui reflètent le plus les intérêts populaires. Ils se sont moulés dans le libéralisme et ont fait entrer leur pays dans l'Otan (Pologne, Hongrie). Non, c'est le plus stalinien (et le parti est-allemand l'était assurément) qui, faute d'intégration dans un Etat bourgeois vieux et stable, prend la défense de la population et récolte les bénéfices électoraux de son radicalisme.

La chute du mur de Berlin, si elle concentre les raisons politiques et économiques de l'effondrement des régimes bureaucratiques, est aussi à l'origine de l'exception allemande: l'assimilation brutale et sans scrupules d'une société ayant vécue 40ans à l'abri du capitalisme (fût-ce sous la protection stalino-policière) a repoussé dans l'opposition les élites est-allemandes, alors qu'ailleurs à l'Est, ces dernières ont largement retrouvé leur situation privilégiée. Le renouveau d'un réformisme radical de la gauche allemande, qui pointe même à l'Ouest, est le fruit de l'unification précipitée.

**Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor**

# Repères:

**1968:** intervention soviétique contre le Printemps de Prague. Le PCT est épuré.

**1970-1976:** grèves ouvrières massives en Pologne. Liens entre l'opposition intellectuelle et les opposants ouvriers.

**1980:** à l'issue d'une grève auto-organisée qui se généralise, le syndicat Solidarité comptant 10millions de membres, est légalisé en Pologne.

**1981:** en décembre l'armée polonaise impose la loi martiale et tente des réformes économiques marchandes. Elle se heurte à la résistance ouvrière et à celle de sa propre base bureaucratique.

**1985:** Mikhail Gorbatchev accède à la direction de l'URSS.

**1988:** nouvelles grèves avec occupations en Pologne; Gorbatchev annonce le retrait partiel de son armée de la RDA, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie.

**1989:** négociations avec l'opposition en Pologne et en Hongrie. Elections partiellement libres en

Pologne remportées par l'opposition. Ouverture de la frontière hungaro-autrichienne que des milliers d'Allemands de l'Est empruntent. Gouvernement d'opposition en Pologne. Manifestations de masse en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est.

**9 novembre 1989:** ouverture du mur de Berlin.

**1990:** chute de Ceaucescu en Roumanie; "thérapie de choc" néolibérale en Pologne; les élections libres en Tchécoslovaquie et en Hongrie balayent les anciens PC

**1991:** l'échec du coup d'Etat bureaucratique à Moscou favorise l'accession au pouvoir d'Eltsine à la tête de la fédération de Russie. Le décret de dissolution du PCUS est adopté. Le 17décembre Eltsine et Gorbatchev signe l'accord mettant fin à l'existence de l'URSS. Gorbatchev démissionne. Une Communauté des Etats Indépendants est créée.

---

# Dix ans après la chute du Mur: Le chemin sera long

Nous poursuivons avec cet article de Daniel Bensaïd notre série sur la décennie 1989-1999. La dictature du marché s'est substituée à celle de la bureaucratie. Les désillusions ne doivent pas hypothéquer les voix de la contre-offensive. Un nouvel internationalisme voit le jour. Le combat continue...

Prélude à la réunification allemande et à la désintégration de l'Union soviétique, la chute du mur de Berlin est d'abord la victoire d'un soulèvement démocratique populaire qui a balayé en quelques mois les dictatures bureaucratiques d'Europe orientale. Elle enregistre la mort d'un cadavre depuis longtemps pourissant et en finit avec le leurre du "socialisme réellement existant". En ce sens, elle constitue une libération et permet de penser à nouveau l'avenir comme un commencement. En même temps, l'événement prend place dans une chaîne de circonstances contradictoires dominée par la contre-réforme libérale. Sa signification ne se limite pas à l'Allemagne, ni même à l'Europe. Elle se conçoit seulement à partir de son insertion dans la situation mondiale des années quatre-vingt.

## Restauration

Une victoire partielle du combat pour la liberté peut-elle s'inscrire dans une défaite globale des opprimés et des exploités? Il faut croire que oui. Ces années sont celles de la réaction libérale en Angleterre et aux Etats-Unis, de défaites sociales majeures (la grève des mineurs britanniques ou les mobilisations en défense de l'échelle mobile en Italie). 1989 voit la victoire électorale échapper de peu au Parti des travailleurs du Brésil alors que la chute du gouvernement sandiniste au Nicaragua clôt un cycle de la révolution en Amérique centrale.

C'est pourquoi, loin de déboucher sur une renaissance du socialisme démocratique, tout en mettant fin à un régime despotique étouffant, la chute du Mur participe de la tendance générale de l'heure qui est celle de la Restauration impériale. Alors que les mobilisations de Leipzig avaient commencé sur le mot d'ordre démocratique "Nous sommes le peuple", lancé comme un défi à la face des bureaucrates usurpateurs, "Nous sommes un peuple" devient celui de l'unification allemande et de la grandeur retrouvée sous la houlette du capital occidental.

Aussitôt, le président des Etats-Unis, Georges Bush, s'est empressé de proclamer l'avènement d'un nouvel ordre mondial. Il n'a pas fallu longtemps pour constater que ce nouvel ordre signifiait d'abord un grand désordre dans un monde non moins instable, non moins inégalitaire, et non moins violent (comme l'illustrait dès 1991 l'expédition militaire impériale dans le Golfe). Alors que les sirènes du libéralisme triomphant promettaient un Eldorado marchand aux pays libérés du joug bureaucratique, nous assistons depuis dix ans à une restauration chaotique, à l'issue incertaine, avec la quart-mondisation de régions entières, la désagrégation sociale, les privatisations mafieuses. C'était au demeurant prévisible. A voir le coût de la réunification allemande, assumé par la bourgoisie la plus forte d'Europe au nom d'une volonté politique farouche, il était clair que la Russie ne disposerait pas des mêmes conditions et qu'il faudrait de longues années pour métamorphoser des bureaucrates parasitaires en intrépides entrepreneurs privés.

Pour comprendre la logique intime de la situation, il fallait élargir le champ et partir de la longue stagnation mondiale initiée au milieu des années soixante-dix. Les trois piliers de la relative stabilité planétaire depuis la guerre mondiale se sont trouvés minés: le pacte social de croissance désigné comme Etat-providence ou Etat social dans les pays les plus développés; les promesses de progrès des Etats bureaucratiques à l'Est; les politiques clientélaires des régimes populistes en Amérique latine, en Afrique, dans les pays arabes. Le capitalisme a répliqué par la contre-offensive libérale, l'essor du chômage, les attaques contre le droit du travail, et par une accélération de la course aux armements qui a fini d'asphyxier l'économie soviétique déjà ruinée par la gabegie et l'incompétence.

Dès le milieu des années quatre-vingt, la courbe des profits était redressée. Pourtant, loin d'être vérifié, le fameux théorème de Schmidt, selon lequel "les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain", se transformait peu à peu en théorème de Michelin: "Les profits d'aujourd'hui font les licenciement de demain et les dividendes d'après-demain". En effet, la sortie de crise ne se limite pas au rétablissement des conditions d'exploitation du travail salarié. La mise en valeur du capital réclame de nouvelles conditions générales d'accumulation, une redéfinition du leadership mondial, un redécoupage des cartes et des territoires. L'ethnicisation de la question nationale et la montée des fondamentalismes religieux s'inscrivent dans cette tendance lourde.

**De l'ingérence**

C'est ce que désignent fort confusément les notions de mondialisation ou de globalisation. Au-delà de la concentration et des fusions du capital industriel et financier international, de la formation d'entreprises transnationales, de la marchandisation généralisée de la planète, la période voit émerger, non sans difficultés et contradictions, de nouvelles institutions juridiques et politiques, et une nouvelle organisation interétatique. Elle est marquée par la conclusion de l'Uruguay round et la naissance de l'Organisation mondiale du commerce (1993), par le parcours européen qui conduit de l'Acte unique (1986) au traité d'Amsterdam (1997) en passant par celui de Maastricht (1992), par la formation du Mercosur en Amérique du Sud et par le traité de libre commerce de l'Amérique du Nord (Alena), par les sommets de la Terre de Rio et Kyoto, par la création des tribunaux internationaux sur le Rwanda et la Yougoslavie, par l'accord de Rome en 1998 sur la mise en place d'une future Cour pénale internationale.

La question du droit d'ingérence résume et illustre les contradictions de ces évolutions. On y invoque l'éthique (le devoir) pour en tirer des conclusions juridiques (le droit), l'urgence humanitaire pour légitimer l'intervention militaire. Le tout à sens unique: celui d'une ingérence des riches et des puissants chez les faibles et les pauvres, sans aucune réciprocité jusqu'à ce jour. Le discours idéologique (et confusionniste) contre le souverainisme, en prétendant combattre l'étatisme bureaucratique et dissoudre les souverainetés politiques dans une humanité éthique majuscule, sert en réalité d'alibi à de nouvelles souverainetés dominantes émergentes (Schengen, l'euro ne sont que les instruments policiers et monétaires d'une souveraineté européenne en formation) au détriment de souverainetés populaires et démocratiques, réduites à la subordination et à la dépendance sous l'aile protectrice de l'impérialisme "éthique".

On peut souhaiter un monde réellement sans frontières. C'est même l'objectif final de l'internationalisme révolutionnaire. En attendant, la société politique mondiale reste organisée sur la base des Etats. Après avoir utilisé la légitimité de l'Onu dans la guerre du Golfe, "la

communauté internationale réellement existante" a dévoilé sa véritable architecture à l'occasion des interventions dans les Balkans. Les piliers en sont l'Otan (alliance militaire occidentale), l'Organisation mondiale du commerce (le despotisme de marché mondialisé) et le G8 (le club fermé des puissances dominantes), le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (créanciers et syndics de faillite des pays étranglés par la dette).

**Crises**

Dix ans après la chute du Mur, le moral boursier est au beau fixe et les voix médiatiques de ses maîtres célèbrent la sortie (enfin) de la crise ou du tunnel. Il est vrai que le capital engrange les dividendes des défaites infligées aux mouvements populaires de par le monde. Il est vrai que tel ou tel pays bénéficie de reprises temporaires ou d'embellies. Il est vrai que la croissance américaine est spectaculaire depuis plusieurs années. Mais à la première alerte, comme ce fut le cas en 1997 et 1998 avec les crises asiatique, russe et brésilienne, le spectre du krach resurgit. Il ne s'agit pas de peurs irrationnelles. Une croissance moyenne de 2% à 3% par an ne peut financer indéfiniment les plus-values boursières de 15% exigées par les fonds de pension.

Depuis deux ans, et devant la menace, les discours officiels ont été infléchis. L'OCDE a (temporairement) dû battre en retraite sur l'Accord multinational d'investissement (AMI). Jospin n'est pas le seul à invoquer la nécessité d'instruments de re-régulation à l'échelle internationale. Mais la réalité reste loin des intentions proclamées. Les crises asiatiques ont été l'occasion d'une juteuse concentration de richesses à l'avantage de l'Europe et des Etats-Unis. La Russie reste enlisée dans sa restauration chaotique. En dehors de comptoirs néo-coloniaux, une grande partie de l'Afrique semble abandonnée à la guerre et aux maladies. Certains pays du tiers-monde, considérés hier parmi les mieux partis, rechutent dans la spirale du sous-développement et de la dépendance. Une partie des classes opprimées est décomposée par le chômage, la précarité et l'exclusion, mais la prospérité économique des classes dominantes s'accompagne souvent aussi de leur crise politique Nous connaissons les barbaries du siècle que nous quittons, nous entrevoyons à peine celles dont l'ombre pèse déjà sur celui dans lequel nous entrons.

**Réagir**

Tout dépend de la capacité de résistance et de contre-offensive des mouvements populaires à l'échelle planétaire. Le handicap de départ est lourd. Il faudra du temps pour reconstituer des forces et se libérer du poids d'un passé mort, de ses défaites, de ses désillusions, pour surmonter les ravages du stalinisme assassin d'espérance. Nous sommes à peine au seuil d'un nouveau cycle de luttes et d'expériences, au tout début d'une repousse de promesses à ras-de-terre sur un sol dévasté. Il s'agit d'opposer à la mondialisation capitaliste, à son cosmopolitisme abstrait, un internationalisme désétatisé pour le vingt-et-unième siècle et les solidarités sans-frontières des luttes.

Des réunions comme le contre-sommet de Davos, des rencontres mondiales comme celle de juin dernier à Paris (à l'initiative notamment d'Attac), les marches européennes et mondiales des chômeurs ou des femmes, les initiatives alternatives à la réunion de Seattle, contribuent patiemment à tisser cette toile, à connecter de nouveaux réseaux associatifs, syndicaux, politiques. Ces lieux, où les paysans brésiliens du mouvement sans-terre dialoguent et se découvrent un langage commun avec les syndicalistes sud-coréens, voient mûrir un internationalisme d'en-bas, indépendant des Etats, respectueux de la pluralité et des différences, qui est porteur d'avenir.

"Ce sera long" disait le prophète Jérémie. Raison de plus pour se mettre en marche sans tarder.

**Daniel Bensaïd, 1999**